

# Hausse d'overdoses mortelles en vue : la Belgique n'est pas prête...

■ De nouveaux opioïdes de synthèse risquent de faire des ravages. La naloxone, seul antidote, reste difficile d'accès.

Combien y a-t-il de morts par overdose chaque année en Belgique? Mystère. On ne le sait pas. Les derniers chiffres remontent à 2014: une septantaine de décès liés à une surconsommation d'opioïdes avaient été recensés par l'Institut de santé publique – rebaptisé Sciensano. Ces données ne reflètent d'ailleurs pas la réalité, très largement sous-évaluée. Pourquoi? Doit-on rappeler que le secteur médico-légal souffre d'un sous-financement chronique? Il manque de légistes. Certains médecins de famille appelés pour constater la mort notent "crise cardiaque" sur le certificat de décès – une cause plus acceptable socialement qu'une overdose.

Selon des estimations, entre 40 et 60% des overdoses ne sont pas déclarées comme telles – et donc pas comptabilisées – en Wallonie. En Flandre, cette sous-déclaration toucherait 10 à 30% des overdoses.

## Une hausse depuis quatre ans d'affilée

L'Institut de santé publique reconnaît lui-même que le sujet est mal documenté, souligne Sébastien Alexandre, directeur de Fedito Bruxelles\*, qui organise ce jeudi une journée sur le thème de la réduction des décès et la limitation des infections. "Le phénomène est mal connu et on mesure mal la crise des overdoses qui s'annonce aussi en Belgique, avertit-il. On voit bien, depuis quatre ans d'affilée, qu'il existe une tendance européenne à la hausse du nombre de décès par over-

dose." Les chiffres, livrés par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, montrent cette augmentation inquiétante: en 2017, 9138 décès par overdose ont été enregistrés dans l'Union européenne, contre 7929 en 2016 et 7585 en 2015. "Pourquoi la Belgique serait-elle épargnée? Les chiffres s'arrêtent en 2014 et la crise d'overdoses n'avait pas encore commencé."

## Beaucoup plus puissant que l'héroïne

Le phénomène est parti des États-Unis où les chiffres sont "effrayants", dit Sébastien Alexandre.

L'an dernier, on y a enregistré plus de 70000 décès par overdose, quasi deux fois plus que le nombre de morts causés par un accident de la route.

Cette flambée mortelle s'explique essentiellement par la réduction du nombre de prescriptions d'opioïdes. L'industrie pharmaceutique avait inondé le marché, depuis les années 1990, d'antidouleurs qui entraînent des problèmes d'assuétudes. Des contrôles ont été mis en place; on a serré la vis et limité les ordonnances. Du coup, les patients dépendants se sont approvisionnés au marché noir, en achetant de l'héroïne de rue.

En parallèle, en 2015, de nouveaux opioïdes de synthèse, provenant de Chine, débarquaient. Les effets sont beaucoup plus puissants que l'héroïne et il en faut très peu. Le fentanyl et ses dérivés, encore plus dangereux que l'héroïne, ont fait des ravages: Prince et la chanteuse des Cranberries, Dolores O'Riordan, en sont morts.

Ces opioïdes ont traversé l'Atlantique et sont apparus en Europe. "Ces nouveaux produits circu-

lent aussi en Belgique. Des consommateurs et des professionnels de la santé ont rapporté des usages de fentanyl", dit encore Sébastien Alexandre.

## Pas disponible en spray

La Belgique n'est pourtant pas prête à affronter la crise, regrette le responsable de Fedito Bruxelles. Le seul antidote aux overdoses opiacées – la naloxone – reste difficile d'accès.

"Il faudrait qu'il soit disponible sans prescription, à un prix abordable pour la population concernée, largement précarisée, et en spray nasal. Actuellement, il faut une ordonnance et la naloxone n'est délivrée que sous forme injectable. Ce n'est pas facile pour un proche d'injecter le produit en cas d'overdose."

Ce dossier est à l'image de la politique belge en matière de drogues, "franchement retardataire et qui se cramponne à une loi de 1921" écrite il y a plus de 100 ans et donc plus du tout en phase avec les besoins actuels, poursuit-il.

"Il existe pourtant plein de solutions et de stratégies qui ont fait leurs preuves à l'étranger en matière de réduction des risques de santé, comme les salles de consommation. Mais la Belgique reste en arrière et s'accroche à une politique qui ne fonctionne pas et qui coûte cher à toute la société."

Annick Hovine

santé, comme les salles de consommation. Mais la Belgique reste en arrière et s'accroche à une politique qui ne fonctionne pas et qui coûte cher à toute la société."

**"La politique belge en matière de drogues est retardataire et se cramponne à une loi de 1921 plus du tout en phase avec les besoins actuels."**

Sébastien Alexandre  
Directeur de Fedito Bruxelles

→ (\*) Fedito est une ASBL qui rassemble 27 institutions actives à Bruxelles dans l'information, la prévention, la réduction des risques et l'accompagnement des toxicomanes.